



Le Comité technique local s'est réuni le 24 juin, en voici le compte rendu de la CGT Finances Publiques du Finistère

1) Formation professionnelle : le plan 2021 et le bilan 2020 :

En juin 2021, les formations reprennent en présence physique. Un certain nombre de formations continueront en distanciel. La direction assure qu'il ne s'agira que de parties de modules.

Les formations à distance impliquent une attention particulière de la part du stagiaire. Sa concentration est mise à l'épreuve, et la technologie est parfois dysfonctionnante. Au moins deux raisons pour la CGT de rappeler à la prudence quant à cette méthode de formation.

La CGT a rappelé que la formation doit demeurer un moment d'échanges en présentiel. Le Numérique lui, ne peut être qu'un palliatif ou une solution alternative à mettre en place avec précaution.

55 formateurs composent l'équipe du Finistère

On note une baisse de 50 % des stages en 2020. (Le PAS, Iliad et Agir, centre de contact...se sont tenus en présentiel)

4 Apprentis dans la DDFIP 29 en 2021 :

La CGT note que pour notre administration, devenue une fois encore outil du politique, l'apprentissage est désormais un objectif. Il est évident, qu'il s'agit là de remplir une lettre de mission. Comme à son habitude, le décideur responsable d'un chômage de masse dont les jeunes sont les principales victimes, alterne des vieilles idées, ici l'apprentissage, ici, l'accompagnement financier des entreprises, ici la réforme des écoles...vieilles recettes qui de

toute évidence ne suffisent pas !

La CGT note une autre difficulté : Notre administration est en marche...elle devient un moyen pour le politique et elle recrute l'apprenti...Mais quid du retour sur investissement ? quid de l'avenir du jeune qui fait ses preuves dans un monde où il ne doit pas entrer autrement que par concours ? quid de l'accompagnement du jeune, accompagnement très chronophage qui demande aux services accueillants et au tuteur, un investissement lourd dans une situation compliquée liée au manque d'effectifs ?

La CGT a souligné l'investissement de l'équipe de formation départementale.

Dernier point sur lequel la CGT a demandé que l'accent soit mis : une formation « télé travail » en présentiel. Les enjeux sont énormes, et la tenue de cette formation en présentiel permet des partages, des retours d'expériences que la E formation n'autorise pas.

Nous nous sommes abstenus sur le vote concernant « le plan de formation » 2021 . le catalogue proposant de plus en plus de E Formations...réalité en inadéquation avec nos exigences qui relayent la demande des agents.

2) Evolution des horaires d'ouverture des services recevant du public:
modification des horaires :

Une circulaire nationale du 10 décembre 2019 exige une diminution horaire hebdomadaire de l'accueil physique pour passer de 24 à 20 heures. L'année 2020 avait placé entre parenthèse cette exigence.

Cette circulaire met l'accent sur le canal téléphonique qui montre un dysfonctionnement en terme de décroché.

La CGT aimerait que la mesure du taux d'échec, en terme d'accueil physique soit elle aussi vérifiée...mais il est évident que cette mesure n'intéresse pas le décideur qui continue de mépriser l'avis de l'utilisateur, en lui imposant ses décisions hors sol pour des raisons budgétaires ! manipulation quand tu nous tiens!

Pour la CGT FP 29, cette circulaire est au mieux l'accouchement d'un bulldozer qui, à marche forcée , contre l'intérêt général, continue de diminuer les temps de l'accueil physique. Elle est au pire, celle du techno schizophrène qui constate que le canal téléphonique ne fonctionne pas...mais qui diminue malgré tout les plages horaires de l'accueil physique, ne pouvant ignorer que cela obligera le contribuable à utiliser un canal

téléphonique déjà en souffrance...preuve supplémentaire que la pertinence n'est pas la qualité première de cette circulaire.

Localement, le dispositif retenu par la Direction propose, pour les communes de plus de 10 000 habitants ainsi que Carhaix et Châteaulin 15 heures d'accueil physique sans rendez-vous de 8h30 à 11h30 du lundi au vendredi et 6 heures d'un accueil sur rendez-vous de 14h00 à 16h00 les lundi, mardi et jeudi.

Concernant les communes de moins de 10 000 habitants, les trésoreries de Pont l'Abbé et Rosporden assureront 9 heures d'accueil sans rendez-vous les lundi, mardi, et jeudi matin de 8h30 à 11h30, et 7h30 d'accueil sur rendez-vous les lundi, mardi et jeudi après midi de 13h30 à 16h00

La trésorerie de Landivisiau verra sa proposition de plage horaire hebdomadaire ramenée de 19h30 à 12h00.

Les trésoreries de Crozon, Châteauneuf, Fouesnant, Lanmeur assureront 9 heures d'accueil sans rendez-vous les lundi, mardi, et jeudi matin de 9h00 à 12h00, et 6h00 d'accueil sur rendez-vous les lundi, mardi et jeudi après midi de 14h00 à 16h00,

Pas de modification d'horaires pour les autres trésoreries.

La CGT est aussi intervenue pour rappeler que le temps imparti à l'accueil d'un contribuable était variable, mais considérant que cet accueil advient en conclusion d'un contre appel improductif, il devenait nécessaire d'exiger que la durée de 20 minutes préconisée soit revue à la hausse...

La direction locale s'accorde et indique à la CGT, que les agents d'accueil ont autorisation pour prévoir des rendez vous de 40 minutes (2 x 20) pour un seul accueil physique.

La CGT vote contre la proposition des nouveaux horaires. La direction locale continue d'institutionnaliser la mise à mal de l'accueil physique des usagers. Un usager qui continue de regarder ses services publics s'éloigner...sur le quai d'une ruralité malmenée, il est acté par le politique que l'administré rural est un citoyen de seconde zone.

3 Observatoire interne :

Ce questionnaire qui s'adresse aux agents est une photographie de l'Etat des troupes.

La participation est assez faible puisque seul un agent sur trois a répondu, participation en baisse, comme un symptôme de rupture...un sentiment de l'inutile, persuadé que l'écoute des directions n'est plus à la hauteur, comme un dialogue rompu.

L'agent modèle que décrit le résultat de cette enquête est un agent en souffrance, pas reconnu par sa hiérarchie, mal payé, stressé et qui ne partage pas les décisions politiques prises par nos directions. Cela ne s'est pas amélioré avec le temps ! ce qui transforme ce thermomètre en outil inutile...Puisqu'année après année, le constat reste le même...voire s'empire !

La direction ne peut en aucun s'étonner du manque de participation des agents à ce sondage, dont ils ont le sentiment qu'il ne sert à rien !

4 : BILAN DE LA CAMPAGNE DECLARATIVE IR 2021

Mobilisation qui a démarré mi-mars et toujours en cours de traitement.

Dans le Finistère, le PCRП a participé activement à cette campagne. Selon la direction le bilan est satisfaisant, tout comme les accueils de proximité auraient rendu le service attendu.

Comme la CGT l'avait présagé, Ces accueils dit « de proximité » , sur lesquels l'affichage d'un encart « liquidation totale avant fermeture » n'aurait rien d'anachronique, accueillent peu et demeurent plus que jamais l'objet d'une transition visant à une fermeture totale du service de proximité pré existant.

La CGT a rappelé que la diminution du nombre d'accueil tous canaux confondus(Moins 45000) est un chiffre très inquiétant.

En soulignant les efforts que l'administration tend à mettre en place depuis 10 ans pour « désintoxiquer l'utilisateur gênant », petite prime de 20 euros, fascicule pour culpabiliser ses déplacements, punition, publicité médiatique, ergonomie du site, il n'est pas inutile de rappeler que, malgré tout le contribuable continuait massivement d'être accueilli physiquement.

Ce qu'il faut de toute évidence déduire, c'est que 2021 n'est, comme 2020, toujours pas une année comme les autres...

Nombre de contribuables ont du faire autrement, voilà l'évidence !

Nul ne peut croire que l'informatique soit devenue leur ami en un an. Associations, Mairies, amis, Familles ont probablement en partie compensé..mais aussi les contribuables contraints et forcés ont du remplir sans certitude leur déclaration, d'ailleurs, sur ce dernier point, sur le terrain, les agents constatent d'ores et déjà de nombreuses erreurs inhabituelles et une multiplication des « mentions express » s'agissant des déclarations en lignes...

A vos crayons rouges ! La correction des copies du contribuable reste à venir !

5 : MISSION PREPARATOIRE FUSION SPF

L'intersyndicale a remis une pétition à Mme Bouvet demandant à la direction de surseoir à la mise en oeuvre du dispositif consistant à mobiliser 4 personnes à la seule tâche de publication des actes.

La CGT a dénoncé le caractère dangereux et inopérant du dispositif . Dangereux car il affaiblit les autres missions du service et met en péril la cohésion de l'équipe. Inopérant :au regard du stock de formalités à traiter : même 4 personnes expérimentées et entièrement vouées à la publication ne suffiront pas à résorber le retard de façon significative. Pour la CGT le service est sous dimensionné en effectif ; seule la création de NOUVEAUX emplois au TAGERFIP pourrait permettre de rattraper le retard. La CGT a alerté la direction sur l'exacerbation des tensions au sein de ce service .

Madame Bouvet a indiqué qu'elle pourrait suspendre momentanément le dispositif tout en affirmant qu'elle ne renonçait pas au principe de ce projet . Elle va consulter M Tabary et venir à la rencontre des agents . Par ailleurs elle a précisé que les agents pourraient prendre leurs congés selon le plan prévu.

Dernière précision de la direction : au 1er septembre 2021 il y aura 4 agents EDR dans le service .

6 : GESTION ET CONTROLE DU FDS

La direction a indiqué que le fonds de solidarité a bénéficié à 21430 entreprises dans le département pour un total de 324 000 000 d'euros . Elle a reconnu l'investissement des collègues dans le traitement de cette mission . C'est le PPD qui est chargé du contrôle à posteriori . 6 signalements ont été faits au parquet , des dépôts de plainte sont à venir.

La CGT a souligné le caractère chronophage de la mission pour TOUS les SIE du département même ceux qui ne sont pas chargés des demandes à priori. Les agents affectés à cette tâche ne participent plus aux missions habituelles du SIE dans un contexte déjà tendu dans ces services.

Vos élus CGT 29
Christian Farges
Ludovic Morin